



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Déclaration FSU – CDEN 62 du 14 décembre 2023.

Ce CDEN bilan de rentrée 2023 et perspectives 2024 se tient quelques jours après les annonces effarantes pour les professionnels que nous sommes du Ministre de l'Éducation Nationale. Sous le vocable "Choc des savoirs", c'est surtout d'un choc des inégalités et d'un choc de la régression qu'il est question.

A la FSU, nous alertons depuis plusieurs années sur la dégradation des conditions d'enseignement, sur l'affaiblissement des équipes pluri-professionnelles ou encore la dégradation de la santé mentale des élèves-accélérée par la multiplication des crises...- autant de causes qui pèsent sur la réussite des élèves.

Mais pas un mot du Ministre sur les effectifs par classe, les plus élevés de l'Union Européenne tant dans le 1er degré avec 22 en moyenne contre 19 au niveau européen qu'en collège avec 26 en moyenne contre seulement 21 en Europe.

Pas un mot sur les absences non remplacées : en moyenne, 92 classes chaque jour se sont retrouvées sans enseignant.es dans le 1er degré l'an dernier, les postes non pourvus des semaines durant dans le 2nd degré, y compris pour des congés maternité largement prévisibles, les suppléances "Pacte" qui ne remplacent pas les heures perdues ...Pas un mot sur la diminution des horaires d'enseignement au fil de l'empilement des réformes ou la suppression de disciplines comme la technologie en 6è l'an dernier. Pas un mot sur les milliers de suppressions de postes depuis 2017, plus de 8000 pour le second degré, notamment. Pas un mot sur les 2500 suppressions prévues dans le 1er et le second degré pour la rentrée 2024.

Pas un mot sur le manque de personnels infirmiers, sociaux, administratifs, vie scolaire. Pas un mot sur le manque de structures ULIS, ITEP, UPE2 A ...la liste n'est pas exhaustive. ou encore de Rased et une école qui n'a d'inclusive que le nom, faute de moyens. L'acte 2 de l'École Inclusive, avec la transformation des PIAL en PAS (pôle d'appui à la scolarité) dégradera encore les conditions d'accompagnement des jeunes en situation de handicap, dénaturera les missions des AESH tout en maintenant les enseignant.es dans l'incapacité d'effectuer leurs missions dans de bonnes conditions.

Pas un mot non plus sur les fermetures de formations, réduisant constamment les chances de réussite de plus en plus d'élèves, y compris en LP où la rentrée 2024 devrait voir 1/3 des formations fermées.

Pas un mot enfin sur le poids croissant du privé qui met à mal la mixité sociale. Au lieu de cela, le Ministre annonce des mesures d'un autre âge, d'un temps où la recherche balbutiait sur les questions éducatives : des groupes de niveaux qui n'ont jamais fait la preuve d'une efficacité quelconque -des centaines d'études en attestent- si ce n'est celle de trier les élèves dès le plus jeune âge, assignant les enfants des milieux populaires à une éjection rapide du système éducatif. La suppression d'enseignements (il y a fort à parier que LV2, arts, EPS soient dans le collimateur) pour les élèves en difficulté. La menace du redoublement du présentée commune comme une baguette magique sans conditions d'enseignement et d'apprentissage améliorées. Un DNB couperet qui interdirait toute scolarisation en seconde quelle qu'elle soit.

Au lieu de cela, le Ministre entend mettre en place des approches pédagogiques officielles et labelliser des manuels au lieu de développer la formation initiale et la formation continue des enseignants, comme le font

les pays développés pour lesquels l'Education est une priorité et dont les élèves progressent. Au lieu de cela , le Ministre brandit l'IA comme une panacée alors que l'Ecole française souffre avant tout du manque de moyens humains: la modernité , ce n'est pas cela. La modernité c'est un vrai projet de démocratisation. Au lieu de cela vont se poursuivre les évaluations standardisées, les tests de niveaux ou les évaluations d'écoles et d'établissements , composées d'une auto-évaluation qu'on veut imposer aux équipes et d'une « évaluation externe », qui peut s'apparenter à un véritable audit. Celles-ci tendent à rendre les équipes seules responsables des difficultés alors que ce sont les politiques d'austérité qui en sont à l'origine.

Toutes ces mesures ont l'avantage pour le Gouvernement de ne presque rien coûter ; aucun moyen nouveau n'est créé au projet de loi de finances. Elles ont l'avantage aussi de faire monter les sondages tant , dans la négation des études scientifiques, elles relèvent presque du café du commerce. Qu'ils s'agisse de la refonte des concours ou du “chocs des savoirs”, l'objectif n'est pas d'améliorer l'attractivité des métiers ou de remédier à une “baisse du niveau des élèves”, mais d'afficher des mesures dans un agenda qui n'est pas éducatif mais politicien.

En réalité, ces réformes empêchent la poursuite de la démocratisation vers l'accès à l'enseignement supérieur. Elles annoncent aux personnels une négation de leur expertise professionnelle, un contrôle accru et une normalisation de leurs pratiques. Cette logique de caporalisation de nos métiers est en tout point incompatible avec le statut de cadres A de la Fonction publique des professeur.es et la possibilité même d'un enseignement émancipateur.

Le « choc des savoirs » sera violent et injuste pour les élèves, notamment les plus fragiles, brutal et autoritaire pour les personnels. Pour la FSU , c'est tout le contraire qu'il faudrait pour assurer démocratisation , cohésion sociale , en bref conforter l'idéal républicain: profiter de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'enseignement, développer l'offre de formation , conforter les équipes pluri-professionnelles, donner les moyens nécessaires à l'inclusion, développer la formation continue des personnels , stopper la frénésie de réformes plus destructrices les unes que les autres...Bref donner du temps et des moyens. Faire confiance aux personnels et leur apporter un soutien qui a encore fait défaut à Auchel, où les personnels attendent toujours que le Ministre, pourtant très communicant, reconnaisse publiquement leur engagement sans faille au service de l'Ecole publique.